

Ecrit par le 1 février 2026

Quartiers résilients, Avignon et Nîmes font partie de la liste



Les quartiers résilients ? C'est l'amélioration des territoires où résident le plus de personnes en difficulté sociale et économique. Sur les 25 villes ciblées par l'[Anru](#) (Agence nationale de renouvellement urbain) Avignon et Nîmes ont été citées par [Olivier Kein](#), ministre délégué à la Ville et au logement. Une deuxième vague de sites sera dévoilée avant l'été. Objectif ? Réhabiliter et construire des logements sobres en énergie, adaptés aux changements climatiques dans un quartier où il ferait bon vivre.

«L'urgence environnementale croise souvent l'urgence sociale, analyse Olivier Klein, ministre délégué à la Ville et au logement. La rénovation urbaine des quartiers populaires mobilisera 12 milliards d'euros de l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine), qui doivent générer 50 milliards d'euros d'investissement, pour des quartiers plus durables, plus adaptables, plus équitables avec l'ambition environnementale.»

Pour le droit de tous au bien vivre



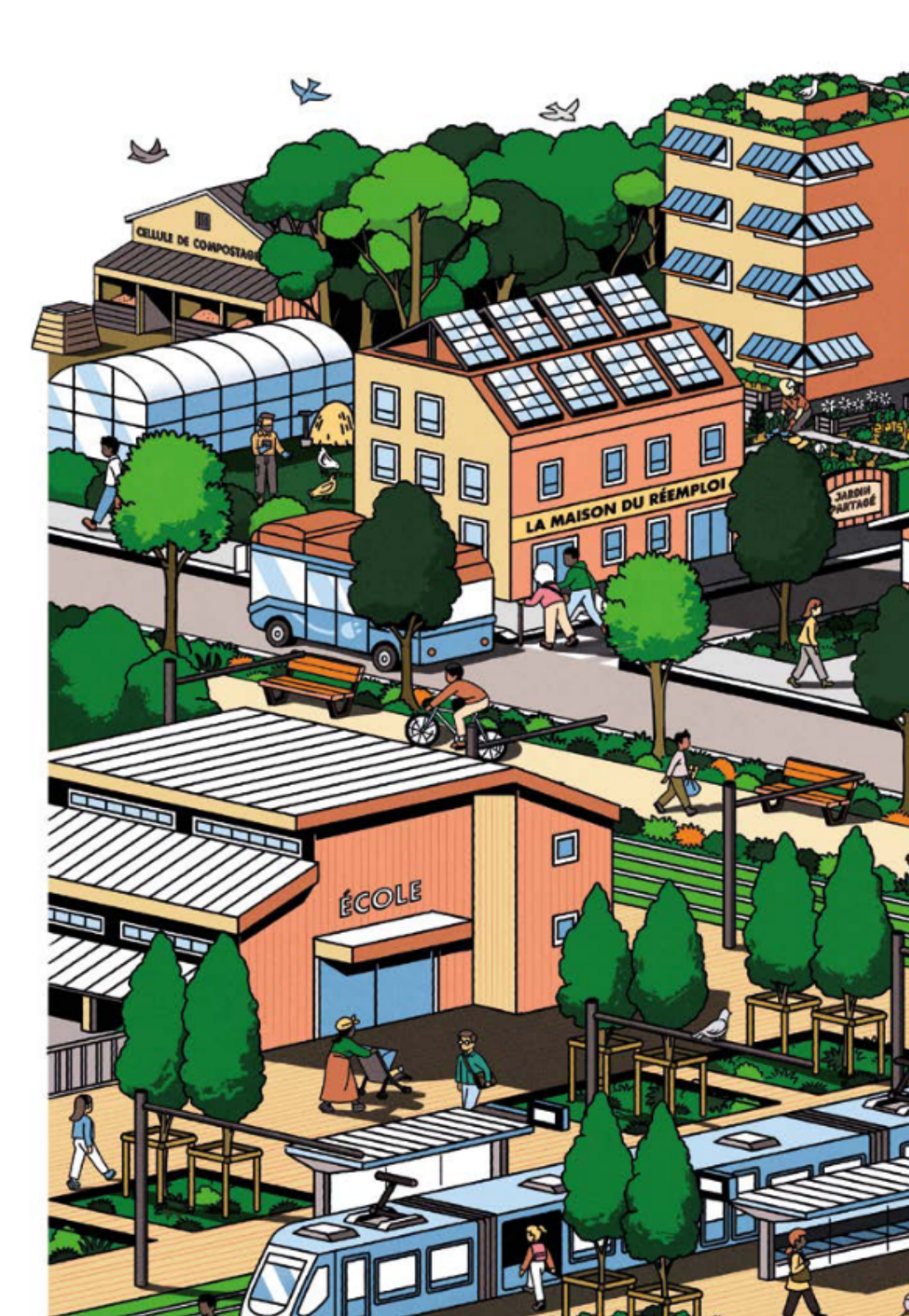
Ecrit par le 1 février 2026

[Catherine Vautrin](#), présidente de l'Anru, estime «qu'aux fragilités multiples qui caractérisent nos quartiers se superposent désormais des crises et des chocs nouveaux qui les rendent plus vulnérables. Nous avons la responsabilité collective de renforcer les capacités d'adaptation et de transition de ces territoires face aux crises de notre siècle.»

Au niveau national

Le 1^{er} programme de rénovation urbaine a consisté à rénover 600 quartiers et le nouveau programme 450. Objectif ? Donner l'envie aux habitants d'y rester. Mais, désormais, l'urgence climatique demande de revoir la copie avec, à la clef, 50 milliards d'euros d'investissement pour adapter les logements et minorer les charges ce qui, d'après Olivier Klein, permettrait aux ménages une économie d'environ 100M€.

Ecrit par le 1 février 2026



Ecrit par le 1 février 2026

DR

Expérimentation

Pour y arriver le Gouvernement a demandé aux partenaires de l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) [Action logement](#), [le mouvement HLM](#), [la Banque des territoires](#) de la Caisse des dépôts et consignations, l'[Adème](#) (Agence de la transition écologique), le [SGPI](#) (Secrétariat général pour l'investissement), l'Anah (Agence nationale de la cohésion des territoires), l'Anct (Agence régionale de Santé Ile-de-France), les Agences de l'eau, [le Céréma](#) (expert dans l'aménagement, les transports, les infrastructures, les risques, le bâtiment, l'environnement...), et France ville durable, une réflexion transversale pour imaginer de nouvelles solutions capables de répondre aux temps présents et d'anticiper.

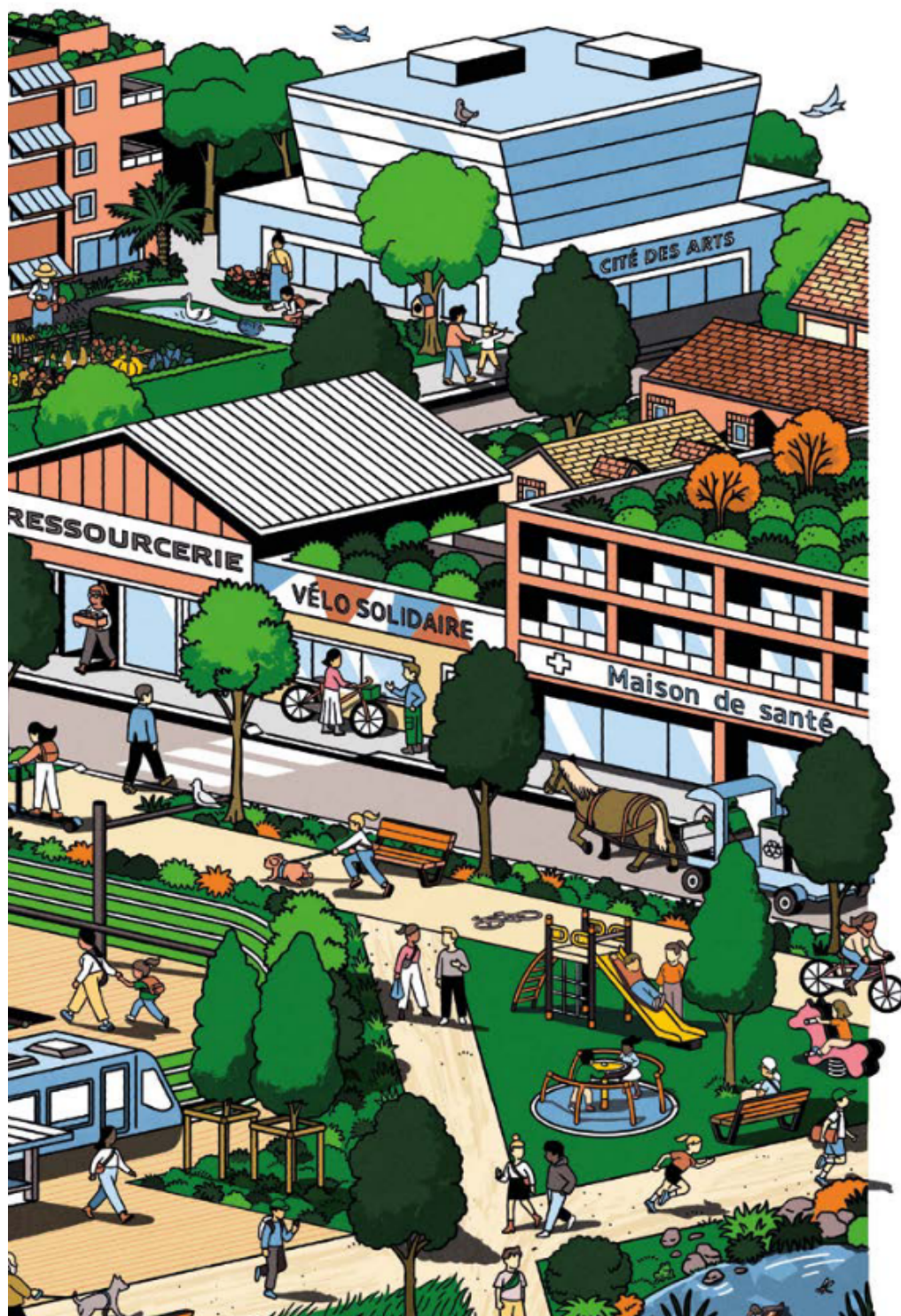
Les quartiers prioritaires de la ville

Les quartiers prioritaires de la ville vivent de multiples difficultés et présentent d'importantes disparités avec les quartiers environnants. [L'Observatoire national de la politique de la ville](#) (ONPV) évoque ainsi un taux de pauvreté 3 fois plus élevé que la moyenne métropolitaine et un taux de chômage 2,5 fois supérieur. Ces quartiers sont aussi en situation de désert médical et les maladies chroniques y sont prévalentes avec +7 point pour le diabète et +6 points pour l'asthme. Ces espaces souffrent également d'une surexposition aux nuisances environnementales. Par ailleurs, 70% des habitants de QPV indiquent être confrontés à des températures trop élevées pendant l'été contre 56% au niveau national et sont 72% à redouter l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur leur capacité à se chauffer contre 56% toujours au niveau national.

Les chocs, des défis pour innover

«Ces indicateurs dégradés témoignent d'une fragilité structurelle à la fois sociale, économique et environnementale, des quartiers et de leurs habitants, qui les rend plus exposés et plus vulnérables aux chocs et aux crises, relève Catherine Vautrin, présidente de l'Anru. L'inflation énergétique et alimentaire, les vagues de chaleur liées au changement climatique, la crise sanitaire tout comme l'évolution démographique liée au vieillissement constituent des perturbations profondes auxquelles ces territoires se trouvent confrontés de manière plus violente qu'ailleurs.»

Ecrit par le 1 février 2026





Ecrit par le 1 février 2026

DR

Au chapitre du financement

L'Anru, au titre du NPNRU (Nouveau programme national de rénovation urbaine), mobilisera 100M€. Action logement et le Mouvement HLM représenté par USH (Union sociale pour l'habitat) apporteront 10,8 milliards d'euros sur les 12 dont est doté le NPNRU. Le fonds de co-investissement de l'Anru sera également mobilisable lors de la démarche Quartiers résilients, via ses fonds crèches, centre de santé et tiers-lieu. La Banque des territoires mobilisera 10M€ dévolus aux quartiers d'accompagnement renforcé, pour le financement de l'ingénierie dédiée au verdissement des quartiers. L'Adème interviendra à hauteur de 50M€ par an, particulièrement sur l'économie circulaire, la mobilité, l'animation et la formation. Enfin, le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI) mobilisera 15M€, pour le volet innovation.

Dans le détail

Que veut dire ville résiliente ? Une ville résiliente voit ses fonctions essentielles : résidentielles, économiques, culturelles, sociales, transport et communication adaptées pour mieux résister aux aléas qui l'affecte. Le ministère de la Ville et du Logement évoque, à ce propos, la sortie des énergies fossiles ; Le soutien de l'économie locale et circulaire ; La création de boucle alimentaire de la production de fruits et légumes à la récupération des bio-déchets ; L'implantation de micro-forêt au pied d'immeubles, des sols désimperméabilisés et renaturés, des systèmes hydro-économes pour les espaces publics, des toitures végétalisées pour un meilleur confort d'été ; Le développement des mobilités douces ; L'implantation de maison de santé ; La création de tiers lieu mêlant services au quotidien, espace bricolage, fablab, boutique de réemploi et soirées festives.

Ecrit par le 1 février 2026

